

OCTOBRE '18/N° 4



GREENFO

LE JOURNAL D'INFORMATION DES VERTS SUISSES

- L'INITIATIVE ANTI-DROITS-HUMAINS VEUT ABOLIR L'ETAT DE DROIT 4
- PF17: LA JUSTICE SOCIALE NE SE MARCHE PAS! 5
- EGALITÉ: SUCCÈS À PORTÉE DE MAIN 8



**DISPROPORTIONNÉ, INTRUSIF
NON AU SOUPÇON GÉNÉRALISÉ**



Les Verts sont prêts pour un grand bond en avant. Résolument et avec passion en route vers les #ElectionsClimat2019.

TOUS LES INDICATEURS SONT AU VERT!

Quelque chose a changé cet été. La nature nous a montré – à l'évidence – qui est aux commandes. Pas les calculs d'apothicaire, ni les beaux parleurs. Non, le soleil. Il ne nous reste guère de temps pour préserver les ressources naturelles des générations futures, comme l'a confirmé le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Quelque chose a changé cet été. De plus en plus de gens savent que la politique des petits pas et des pseudo-compromis ne nous mènera pas loin. Il ne suffit plus d'acheter un frigo plus performant, ni d'optimiser la séparation des déchets. Il s'agit de questions beaucoup plus fon-

damentales. Il s'agit de répartir équitablement des ressources limitées. Il s'agit de dépasser la croissance et le profit à tout prix. Il s'agit d'utiliser la technologie à bon escient, sans nous y soumettre. Il s'agit de préserver des emplois et des revenus à l'heure numérique. Il s'agit d'équité et de répartition, bien au-delà de nos frontières. Il s'agit des droits fondamentaux et du respect de la diversité au sein de la société. Il s'agit de bien vivre ... dans un monde à échelle humaine.

Il ne sera possible d'entrer dans une ère post-carbone, que si les Verts sont renforcés. Beaucoup de personnes le savent. C'est pourquoi une année avant les élections fédérales 2019, tous les indicateurs

sont au Vert. Dans les sondages récents, nous avons le vent en poupe. Si on votait demain, nous pourrions compter sur 4 sièges supplémentaires au Conseil national. Cependant, notre travail ne pourra porter ses fruits au niveau national que si nous persévérons, résolument et avec passion, jusqu'au 20 octobre 2019 et après. Dans nos nombreuses campagnes politiques, nous formons désormais une équipe forte, prête à faire un grand bond en avant. Soutenez-nous!

Regula Rytz
présidente des Verts suisses,
conseillère nationale BE
@RegulaRytz

Impressum

Greenfo – Le journal d'information des Verts suisses, Waisenhausplatz 21, 3011 Berne, tél. 031 326 66 00
www.verts.ch – verts@verts.ch
CP 80-26747-3, tirage: 3200 exemplaires
Rédaction: Natalina Töndury
Mise en page: muellerluetolf.ch
Imprimerie: Bubenbergr Druck
Photos: comité référendaire contre les espions des assurances (1,3), Darko Todorovic (4, portrait Kaspar Schuler), Ben Zumbühl (8, photo de groupe)

DES PRIMES ÉQUITABLES: SIGNEZ MAINTENANT!

L'initiative «Assurance-maladie. Pour une liberté d'organisation des cantons» veut que la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) donne la possibilité aux cantons de créer des caisses-maladie publiques (inter)cantonales. Une telle caisse, gérée conjointement par les assuré-e-s, les prestataires et les autorités, aurait pour tâches de fixer les primes et les facturer, négocier les tarifs et confier des mesures de prévention à des partenaires locaux. Ses avantages: les primes suivraient l'évolution effective des coûts sanitaires et il ne serait plus question de chasser les «bons risques». Il serait en outre possible de fusionner les réserves des assureurs et de les réduire de moitié. L'assurance-maladie deviendrait ainsi plus solidaire et plus transparente.

Vous pouvez télécharger la feuille de signatures ici: bit.ly/2E6fLCU
Pour en savoir plus: www.primesplusjustes.ch

DISPROPORTIONNÉ, INTRUSIF NON AU SOUPÇON GÉNÉRALISÉ

Aidé par le lobby des assurances, le Parlement a fait le forcing pour édicter en un temps record une base légale autorisant la surveillance des personnes assurées, soupçonnées de fraude. Base disproportionnée piétinant la vie privée, il faut par conséquent lui opposer un Non clair le 25 novembre.

Ces dernières années, l'assurance-invalidité (AI) ou l'assurance-accidents Suva ont à maintes reprises engagé des détectives pour démasquer des abus. Concrètement, on a observé la vie de la personne suspectée et ses relations, procédé à des examens médicaux complémentaires, renforcé la collaboration avec les autorités ou interrogé des témoins. Deux arrêts judiciaires ont mis le holà à cette pratique : en octobre 2016, la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a estimé que l'assurance-accidents ne disposait pas des bases légales nécessaires. L'été passé, le Tribunal fédéral a renchéri : même l'AI a effectué sa surveillance sans bases légales suffisantes.

Base légale express

En un temps record, l'Assemblée fédérale a ensuite créé une base légale permettant d'observer les bénéficiaires d'assurance sociale, soupçonnés d'abus. Le nouvel article législatif autorise les assurances sociales à faire surveiller leurs assuré-e-s par des détectives privés. Pour ce faire, ceux-ci disposent de moyens considérables : ils peuvent procéder à des enregistrements audiovisuels d'assurés, même en dehors de l'espace public. Ils peuvent observer de présumés fraudeurs également sur leur balcon, dans leur jardin, voire dans leur chambre à coucher, pour autant que ces lieux soient visibles depuis un lieu accessible au public.

Suspicion généralisée envers les bénéficiaires d'assurance sociale

Les Verts rejettent clairement ce nouvel article législatif. Car, cela revient à soupçonner systématiquement les



Le référendum contre la base légale – disproportionnée – autorisant la surveillance des personnes assurées a été déposé le 5 juillet 2018 muni de 56 000 signatures.

bénéficiaires d'assurance sociale. Cet article enfreint en outre nos droits fondamentaux, la Constitution fédérale et la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU. Les assurances seront autorisées à surveiller tout-e bénéficiaire de prestation d'une assurance sociale, que ce soit un-e assuré-e malade ou recevant une allocation pour impotent de l'AVS. Une présomption sérieuse de culpabilité n'est pas nécessaire pour être surveillé, des « indices concrets » suffisent selon la formulation vague de l'article législatif. En quoi consistent ces « indices concrets », nul ne le sait.

Les Verts condamnent tous les abus en matière d'assurance, car ce ne sont pas des peccadilles. Mais un article législatif qui limite gravement la sphère privée de personnes frappées

par le sort est disproportionné, anti-solidaire et absolument inacceptable. Lorsque la majorité bourgeoise du Parlement adopte, dans l'intérêt des assurances, une loi qui enfreint les principes de l'Etat de droit, se soustrait à la loi sur la protection des données et délègue les activités de la police, du procureur et des tribunaux à des détectives privés, il ne nous reste plus qu'une chose à faire : défendre l'Etat de droit envers et contre tout !



Sibel Arslan
conseillère nationale BS
@sibelarslan

INITIATIVE ANTI-DROITS-HUMAINS ATTAQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE

Qui aime la démocratie refuse l'initiative anti-droits-humains de l'UDC. En touchant à la protection des minorités et en voulant rompre avec la Convention européenne des droits de l'homme, elle scie les piliers de la Suisse.



Notre démocratie est solide car elle repose sur deux jambes. La première, c'est la démocratie directe, que nous vivons régulièrement lors des votations populaires. La seconde, c'est l'Etat de droit, garant de nos droits fondamentaux.

Objectif: Tyrannie de la majorité

Le débat sur cette initiative est d'une rare complexité juridique. Mais l'objec-

tif de l'initiative est simple: instaurer la tyrannie de la majorité. Car, pour elle, la majorité des personnes qui participent à une votation a toujours raison, même si cela porte atteinte aux droits fondamentaux d'une minorité. La démocratie ne serait plus un débat sain entre personnes « déterminées à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre », comme le dit notre Constitution.

Protection de l'individu indispensable

Il est pourtant essentiel que chacun, à l'échelle individuelle, soit protégé. Pour cela, nous avons besoin de notre Etat de droit, avec une claire séparation des pouvoirs et des juges qui protègent nos droits fondamentaux en Suisse et, en dernier recours, à la Cour européenne des droits de l'homme. C'est d'autant

plus nécessaire que nous n'avons pas de Cour constitutionnelle, devant laquelle attaquer une loi qui entraverait certains droits inscrits dans notre Constitution. Ce système garantit que chacun puisse être protégé contre l'Etat, si celui-ci discrimine ou fait preuve d'arbitraire.

La Convention européenne des droits de l'homme, élaborée après les atrocités de la seconde guerre mondiale pour garantir le respect des droits fondamentaux, nous protège. C'est sur cette base que les juges suisses évaluent le respect de nos droits et de nos libertés fondamentales. Sans elle, notre démocratie vacille. Puis s'effondre.



Lisa Mazzone
vice-présidente des
Verts suisses,
conseillère nationale GE

INITIATIVE « VACHES À CORNES » OUI À LA DIGNITÉ DES VACHES

On est loin d'une agriculture vraiment respectueuse. Comme l'a montré le Non à l'initiative pour des aliments équitables. Et comme le vivent les vaches suisses dont on a enlevé les cornes.

Sur les berlingots de lait ou la publicité touristique, les vaches affichent de magnifiques cornes. Pourtant la réalité est bien différente: sur les prairies suisses, 90 pourcent des vaches n'en ont plus. Pour les animaux, un sort bien peu enviable. Selon une étude de l'Université de Berne, 20 pourcent au moins des veaux écornés au fer rouge souffrent encore de douleurs chroniques trois mois plus tard. Une fois adulte, les cornes leur manquent

pour communiquer et clarifier leur hiérarchie à distance. C'est à dessein que l'initiative pour des vaches à cornes ne requiert pas l'interdiction de l'écornage, mais mise sur l'encouragement des vaches à cornes et la clairvoyance des éleveuses et éleveurs. Sa mise en œuvre peut être financée par des transferts au sein du budget agricole. « On peut atteindre 80 pourcent de Oui », pense l'optimiste Armin Capaul, paysan de montagne,

ami des vaches et initiateur. Qu'en sera-t-il? Une chose est sûre: le 25 novembre, Hulda et Jasmina vont dresser leurs oreilles dans leur étable. Et pousser un ouf de soulagement... grâce aux Verts? Espérons-le!



Kaspar Schuler
organisateur de l'initiative
#VachesACornes
www.hornkuh.ch/fr/home

LA JUSTICE FISCALE NE SE MARCHANDE PAS!

Sur pression internationale, la Suisse doit abolir les privilèges fiscaux cantonaux des holdings – une mesure attendue depuis longtemps. Cependant, le Projet fiscal 17 aura pour conséquences d’attriser la sous-enchère fiscale internationale, de désolidariser les cantons et de démanteler. Pour les Verts, une seule issue: le référendum. A vos stylos!

Le rejet de la réforme de l'imposition des entreprises III en février 2017 était un signal contre la politique égoïste des intérêts économiques particuliers: 95 % de notre électorat l'a refusée. Malheureusement, leurs espoirs d'une meilleure solution ont été doués: le Projet fiscal 17 est tout aussi gros de menaces de démantèlement. C'est pourquoi le comité des Verts a décidé de lancer un référendum au sein d'une alliance socio-écologique.

Coupes drastiques dans le social

Sachant que le Projet fiscal 17 (PF17) a peu de chance d'être accepté, le Conseil des Etats a décidé d'octroyer un coup de pouce financier à l'AVS, en tant que «contre-financement social». Ce dernier n'est cependant pas financé par les privilégiés – actionnaires et conglomérats, mais par un pourcentage salarial

et une plus grande part de l'impôt fédéral direct et de la TVA. Les Verts approuvent les mesures de stabilisation de l'AVS et les soutiennent entièrement. Malheureusement le Parlement a rejeté leur proposition de séparer le projet AVS du marchandage fiscal. Or, voici notre dilemme: Si on accepte le paquet ficelé par le Conseil des Etats, son pan fiscal (PF17) entraînera des mesures – cantonales et communales – de démantèlement dans la formation, la santé et la sécurité sociale. Et attirera la concurrence fiscale internationale et la désolidarisation cantonale.

Cantons de 2^e zone

Afin de jouer jeu égal avec leurs voisins, les cantons veulent baisser leurs impôts au niveau plancher mondial. Seuls les cantons ayant des conglomérats à statut fiscal privilégié, tels que Vaud, Genève, Bâle-Ville ou Zoug en retirent

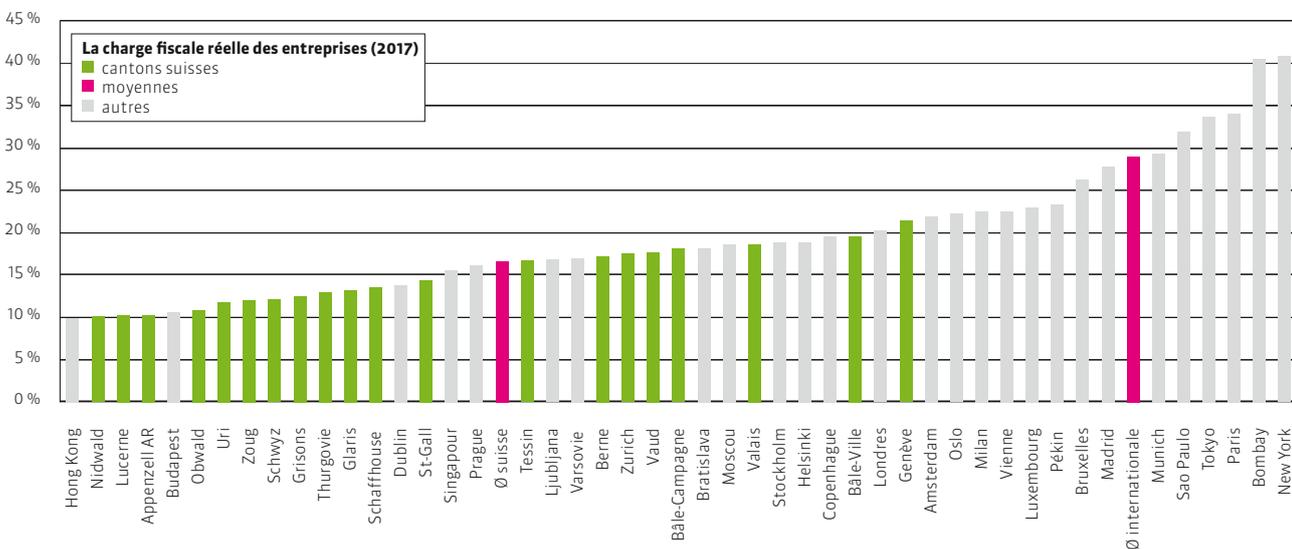
une «contre-valeur». Tous les autres cantons baissent leurs impôts sans recette supplémentaire. Les «subventions» fédérales sont totalement insuffisantes pour colmater les trous. Conséquences: mesures de démantèlement et relèvement des impôts pour les citoyennes et citoyens.

L'impasse du Projet fiscal

Le PF17 veut que la Suisse reste la locomotive de la sous-enchère fiscale internationale. Alors que les jours de ce modèle d'affaires sont comptés. Les efforts internationaux contre l'évasion fiscale des conglomérats vont se poursuivre. En adoptant le PF17, la Suisse va bientôt atterrir sur la prochaine liste noire. Il est temps de faire place nette. Sans sous-enchère fiscale, la Suisse reste intéressante pour les entreprises à réelle valeur ajoutée grâce à la qualité de sa place économique. C'est ce modèle que nous défendrons lors du référendum et au-delà.



Regula Rytz
présidente
des Verts suisses,
conseillère nationale BE
@RegulaRytz



Source: Les Verts suisses, données ZEW/BAK Bâle 2017

La Suisse est aujourd'hui déjà la locomotive de la sous-enchère fiscale internationale.

LUTTE CONTRE LE MITAGE: DAVID CONTRE GOLIATH

On «bétonne» chaque jour en Suisse l'équivalent de 8 terrains de football. L'initiative contre le mitage des Jeunes Vert-e-s veut stopper cette destruction des terres agricoles.



Bien que la loi sur l'aménagement du territoire soit censée stopper le mitage, les terres agricoles continuent à être détruites jour après jour. On les déclasse en zone à bâtir alors que la Suisse aurait en réserve l'équivalent du canton de

Schaffhouse en terrain constructible. L'initiative contre le mitage, lancée par les Jeunes Vert-e-s, entend stopper ce déclassement. Elle veut également mettre un terme à la construction hors zone à bâtir – à l'exception des constructions agricoles nécessaires ou d'intérêt public.

Pour un aménagement durable du territoire

Ce sont non seulement l'environnement et la qualité de vie qui pâtissent de la disparition des terres cultivables, mais également l'agriculture. En effet, une production agricole locale a besoin de suffisamment de terres fertiles. C'est pourquoi l'Association des petits paysans soutient, parmi une douzaine d'autres organisations, cette initiative, qui a rencontré un large écho.

Mais le mitage est également un problème climatique: lorsque les maisons sont dispersées, les déplacements professionnels ou durant les loisirs sont nécessairement motorisés, car l'offre en transports publics dans des zones peu peuplées est insatisfaisante. Grâce à leur initiative, les Jeunes Vert-e-s veulent enfin instaurer une gestion plus économe du sol et promouvoir des constructions et des habitats d'avenir. L'initiative offrirait à la Confédération la base constitutionnelle pour encourager systématiquement les quartiers durables. Une chose est sûre: un aménagement durable du territoire a besoin du soutien de toute la mouvance environnementale. Car l'initiative fera face au rouleau compresseur du lobby de la construction. Parti de la jeunesse aux ressources limitées, les Jeunes Vert-e-s comptent sur vous toutes et tous dans leur combat contre Goliath!



Kevin Morisod
co-président
Jeunes Vert-e-s suisses
@KevinMorisod

PROTECTION CLIMATIQUE

L'ENGAGEMENT VERT INDISPENSABLE

Comme en témoigne l'été caniculaire, le changement climatique touche également la Suisse où il représente une menace directe. Conseil fédéral et Parlement hésitent pourtant à prendre des mesures de protection efficaces.

L'application de l'accord de Paris est à l'agenda de la commission de l'environnement. Malheureusement, le projet déjà insuffisant du Conseil fédéral ne sera pas amélioré. Ses lacunes sont nombreuses. Il n'est par exemple pas question de désinvestir des énergies fossiles. Alors que l'accord de Paris exige que les flux financiers soient réorientés pour assurer un développement économique pauvre en carbone. Et alors que les investissements fossiles de la Banque nationale suisse

(BNS) notamment doublent, chaque année, les émissions de la Suisse.

Revendications vertes en faveur du climat

Les Verts ont dès lors fait plusieurs propositions pour que notre place financière réduise ses émissions de CO₂. Nous demandons par ailleurs de renoncer à poser de nouvelles installations de chauffage à mazout et, dès 2025, à mettre en circulation de nouveaux véhicules à

énergie fossile. Enfin, une taxe CO₂ sur les vols devrait être prélevée. Ses recettes pourraient être redistribuées en faveur du tourisme de proximité ou investies dans des mesures d'adaptation. Face à l'apathie du parlement, les Verts se réjouissent du lancement d'une initiative pour la protection des glaciers, qu'ils soutiennent. Nous avons besoin de la pression populaire pour que la Berne fédérale tienne enfin compte de l'avenir de nos enfants et petits-enfants.



Adèle Thorens
conseillère nationale VD
@adelethorens

ALIMENTATION: ÉQUITÉ ET DURABILITÉ RESTENT D'ACTUALITÉ

Notre initiative rejetée, le Conseil fédéral doit maintenant prouver qu'il veut réellement rendre nos relations commerciales durables en application du nouvel article constitutionnel 104a.

Tout d'abord un chaleureux merci à toutes les personnes, membres, sympathisant-e-s, collaboratrices et collaborateurs, et aux organisations de l'alliance «aliments équitables» pour votre engagement sans faille en faveur de l'initiative! Aucune majorité n'est sortie des urnes en faveur de notre initiative pour des aliments équitables, mais elle a rencontré plus qu'un succès d'estime, notamment en Suisse romande et dans les villes, ce qui montre qu'une production de nourriture durable est importante pour de nombreuses personnes en Suisse. Car les réglementations actuelles font le lit d'une concurrence inique et d'une opacité à notre détriment, à celui des travailleurs agricoles, de l'environnement et de la



Action en faveur du climat lors de l'Assemblée des délégué-e-s des Verts

protection des animaux. De concert avec une soixantaine d'organisations partenaires, les Verts continueront à revendiquer résolument un commerce équitable, un meilleur étiquetage des aliments, des mesures contre le gaspillage alimentaire et davantage de produits régionaux et écologiques. Au Conseil fédéral désormais de tenir parole, de mettre enfin en œuvre l'article constitutionnel sur la sécurité alimentaire et de reconsidérer sa stratégie

commerciale. A notre époque marquée par la crise climatique, un commerce alimentaire plus équitable et plus durable est plus nécessaire que jamais.



Robert Cramer
conseiller aux Etats GE
@RobertCramer_GE

EXPORTER LA PAIX, NON LA GUERRE

Des grenades suisses en mains terroristes? Or, le Conseil fédéral vient encore d'assouplir les règles sur l'exportation d'armes par voie d'ordonnance. Les Verts disent Non.

Voulez-vous, grâce à l'initiative de rectification, riposter à la décision scandaleuse du Conseil fédéral d'autoriser à exporter des armes même dans les pays en guerre? Telle est la question posée en septembre aux Suisses par une alliance à laquelle appartiennent les Verts. Réponse: un Oui clair et net. Jusqu'à aujourd'hui 45 000 personnes se sont déclarées prêtes à récolter 4 signatures pour une initiative contre l'exportation

d'armes dans les pays en guerre. Au Conseil des Etats maintenant de corriger la décision du Conseil fédéral et d'accepter à son tour une motion qui entend inscrire les dispositions sur l'exportation d'armes dans la loi, ce qui permettra de combattre tout assouplissement par voie référendaire. Si les Etats rejettent la motion, l'alliance lancera l'initiative de rectification en décembre.

Comme l'ont rapporté récemment différents médias, des armes suisses tombent facilement en mains terroristes dans les pays en guerre. En outre, la Suisse devrait soutenir le dialogue et la résolution de conflits dans ces régions. Comment y parvenir, si elle vend des armes aux parties en conflit? Le Conseil fédéral sacrifie la neutralité sur l'autel des intérêts de l'industrie de l'armement. Soutenez l'initiative contre l'exportation d'armes dans les pays en guerre sur www.initiative-rectification.ch pour augmenter la pression sur le Conseil des Etats afin qu'il opte en faveur de la tradition humanitaire de la Suisse.



Regula Tschanz
secrétaire générale
des Verts suisses
@regulatschanz



FAISONS AVANCER L'ÉGALITÉ

Les choses bougent en matière d'égalité. A l'allure de l'escargot, mais la réussite semble à portée de main. Et les Verts sont aux avant-postes depuis des années.

20 000 personnes ont manifesté le 22 septembre à Berne en faveur de l'égalité salariale. Des journalistes (bon, uniquement des hommes) n'ont cessé de me demander : faut-il vraiment encore une telle manifestation en 2018? Malheureusement, oui. Car, la modification de la loi sur l'égalité qui devrait encourager l'égalité salariale est tout sauf satisfaisante. Le 24 septembre, le Conseil National a de justesse accepté d'entrer en matière pour qu'ensuite sa majorité de droite la rogne et l'édulcore complètement.

Modification de la loi sur l'égalité

La modification de la loi sur l'égalité prévoit d'obliger les entreprises en Suisse d'analyser leur grille salariale, afin de détecter des discriminations et de les éliminer systématiquement. Dans cette discussion, la question cruciale tournait autour de la taille de l'entreprise à partir de laquelle poser cette exigence. Seulement à partir de 100 emplois plein-temps, dit la majorité du Conseil National, alors que le Conseil des Etats avait déjà affaibli le projet du Conseil fédéral en proposant le seuil de 100 personnes employées.

Une chose est claire : l'Assemblée fédérale fait des pieds et des mains pour repousser l'égalité salariale. Au Conseil des Etats désormais d'améliorer à nouveau le projet.

Initiative pour un congé paternité de quatre semaines

Parallèlement, il est également question de l'initiative pour un congé paternité. Face aux quatre semaines qu'elle

propose, la commission du Conseil des Etats lui oppose un congé de deux semaines sous forme de contre-projet qu'elle est en train d'élaborer. Les Verts se mobiliseront pour un congé parental et bien sûr pour davantage que quatre semaines de congé paternité. Seule manière de se rapprocher un tant soit peu de l'égalité. L'égalité reste un vaste chantier... continuons à le faire avancer !

Aline Trede
conseillère nationale BE
@alinetrede



Lors de la manifestation nationale #enough18 du 22 septembre, les Verts ont été nombreuses et nombreux à défendre l'égalité salariale et dire non à la discrimination.